



Plurilinguisme urbain et revitalisation des langues minoritaires : quelle(s) contribution(s) des communautés linguistiques ?

Jean Sibadioumeg DIATTA

Université Cheikh Anta Diop de Dakar-Sénégal

jeansibadioumeg1.diatta@ucad.edu.sn

Résumé

« Dans cet article, nous essayons de montrer l'urgence d'un travail intense en faveur de la sauvegarde des langues surtout celles minoritaires. En effet, les véhiculaires, l'urbanisation, les mobilités, la mondialisation, etc. ont un impact sur la vitalité des langues minoritaires. Les États développent certes des politiques, les chercheurs travaillent sur la codification, les ONGs accompagnent ces processus, mais l'urgence c'est un engagement communautaire dans la revitalisation de ces supports de communication. Dans cet article, nous avons relevé des initiatives tendant à pallier ces manquements. Au niveau familial des stratégies de promotion des langues identitaires sont développées. Face à la force situation, nous pensons qu'une mutualisation des efforts entre les pouvoirs publics et les acteurs communautaires à la base seraient d'un grand apport dans la lutte en faveur de la survie de langues en danger grâce à une synergie d'actions ».

Mots clés : Langues en danger ; Langues minoritaires ; Communautés linguistiques ; Ville ; Familles.

Abstract :

« In this article, we attempt to demonstrate the urgent need for intensive work to safeguard languages, especially minority languages. Indeed, lingua francas, urbanization, mobility, globalization, and other factors impact the vitality of minority languages. While states develop policies, researchers work on codification, and NGOs support these processes, the urgent need is for community engagement in revitalizing these means of communication. In this article, we have

identified initiatives aimed at addressing these shortcomings. At the family level, strategies for promoting identity languages are being developed. Given the gravity of the situation, we believe that pooling efforts between public authorities and grassroots community actors would be of great benefit in the fight for the survival of endangered languages through a synergy of actions ».

Keywords : *Endangered languages ; Minority languages ; Linguistic communities ; City ; Families.*



Introduction

Lors d'une immersion dans une famille diola installée à Dakar, nous nous recueillons l'intervention d'un père qui s'offusque du fait que son épouse, pour réprimander son fils s'exprimant en wolof à la maison à la place du diola, avait utilisé dans son discours l'expression « gàruwàle » c'est-à-dire « se moquer ». Il s'en prend à sa dame en ces termes : « Toi aussi c'est quoi cette moquerie ? Tu ne peux pas le leur dire selon notre langue ? Vous pensez que quand nous allons mourir le diola le mourra pas aussi ? ». Ces attaques formulées sous la forme interrogative illustrent l'inquiétude qui anime le vieux, celle d'assister un jour à la disparition de la langue identitaire originaire de Casamance à cause de l'abandon dont elle fait l'objet. Étant conscient de la réduction de son usage, même en contexte familial à cause de la progression du wolof, il redoute sa mort programmée, car ne pouvant plus être transmise de génération en génération. D'après Fishman (1991) l'indice le plus couramment utilisé pour évaluer la vitalité d'une langue est de savoir si elle se transmet d'une génération à l'autre. Cette situation pose la lancinante problématisation des langues en danger (LED) développée par l'UNESCO. Dans des situations de plurilinguisme urbain, il y a des langues dites « véhiculaires » qui servent d'intercompréhension entre différentes communautés linguistiques. Selon Calvet (2002 : 167), sous l'influence de ces langues de grande communication, souvent représentées comme « prestigieuses », la ville, espace de diversité linguistique, réduit le plurilinguisme social à un monolinguisme individuel. Les langues véhiculaires

provoquent des rapports de forces entre idiomes en présence dans un espace commun. Ces tensions menacent la survie de certaines, surtout des communautés ethniques minoritaires. Ces dynamiques sociolinguistiques entraînent logiquement la progression de certaines langues et la régression d'autres. Elles prennent de plus en plus de l'ampleur à cause de l'urbanisation galopante, du brassage des populations, des facilités de déplacement et de la démocratisation des moyens de communication. Claude Hagège (1985 : 56) souligne : « Les langues meurent d'être dominées par des langues dominantes qui portent en elles l'argent, les techniques, l'idéologie ». Cette urbanisation des villes surtout dans un contexte africain peut s'accompagner d'un certain nombre de changements au niveau social, linguistique et culturel (Napon, 2000 : 114). D'autre part, l'expansion de certaines langues entraîne la réduction de l'usage, voire la disparition d'autres. Les sorts de ces idiomes officiels, véhiculaires ou vernaculaires dépendent aussi des facteurs tels que les besoins linguistiques des populations et les fonctions sociales portées par ces langues. A ce titre, Harrison (2007 : 7) écrit : « [...] par exemple que si 5 % des espèces de poissons sont menacées sur la planète, le chiffre monte à 8 % pour les plantes, 11 % pour les oiseaux, 18 % pour les mammifères mais plus de 40 % pour les langues ». En Afrique, l'appartenance à une communauté donnée était surtout fondée sur la langue vernaculaire qui remplit la fonction d'intégration et de reconnaissance identitaire à cette communauté (Somma, 2023 : 69). Les langues véhiculaires n'étaient utilisées qu'en dehors des familles, c'est-à-dire lorsque l'individu ne pouvait plus formuler ses échanges langagiers dans sa langue maternelle. De plus en plus nous assistons à des situations contraires dans la mesure où les



Received: 15/01/2026 Accepted: 03/02/2026 Published: 10/03/2026

langues véhiculaires pénètrent les espaces familiaux autrefois réservés à celles maternelles. Les familles n'arrivent plus à contenir leur puissance et leur domination. Les enfants, locuteurs aux « identités hybrides » acquièrent les véhiculaires comme langues premières à la place de celles de leurs parents (Ibid). On constate que sous l'influence des véhiculaires, les minorités ethnolinguistiques abandonnent parfois leurs idiomes maternels au profit d'autres plus « influents ». Certains locuteurs développent d'ailleurs une perception négative de leurs langues en raison de la pression socio-économique de la communauté linguistique dominante. C'est le cas du diola à Dakar où il perd de plus en plus sa vernacularité. Il se pratique de moins en moins. La wolofisation prend de l'ampleur dans les familles sous le regard impuissant des anciens qui finissent parfois par se résigner devant la préférence des jeunes de le privilégier. D'autres considèrent la percée du wolof comme une recolonisation du Nord (Dakar et les autres régions du Sénégal sur le Sud) (Diatta : 2021). Cet exemple sur la situation du diola tant à Dakar qu'à Ziguinchor constitue un prétexte pour questionner la problématique des langues minoritaires notamment leur épanouissement dans un contexte de mondialisation linguistique. Il s'agit pour nous de tirer la sonnette d'alarme sur le phénomène afin que de réelles politiques de promotion des langues vernaculaires soient encouragées, mais aussi du rôle que peuvent jouer les communautés dans la survie de ces langues.

1. La problématique des Langues en Danger (LED)

C'est en 2019, consacrée année internationale des langues autochtones que lors d'une journée de réflexion sur la

problématique, organisée par le Groupe d'Études et de Recherches en Anthropologie et Histoire de l'Afrique (GERAHA) de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis, nous avons pris conscience du danger auquel les langues locales africaines sont exposées, mais surtout de l'urgence d'agir en faveur de la sauvegarde du riche patrimoine linguistique. Nous avons alors compris d'une part que diversité linguistique, facteur important pour la cohésion, est selon les estimations de l'UNESCO en danger du fait de la mort programmée des langues et d'autre part qu'aucun continent, ni aucune langue ne sont à l'abri de ce phénomène de disparition de langues. Depuis les années 1980, l'UNESCO à travers sa section du patrimoine culturel immatériel, réfléchit sur la question des langues en danger et de la promotion de la diversité dans le monde. Ces réflexions ont abouti à l'élaboration d'un livre rouge, à l'organisation en 2001 à Kyoto de la deuxième Conférence internationale sur les langues en danger, à la tenue de la réunion internationale d'experts sur le Programme *Sauvegarde des langues en danger* en 2003, etc. Depuis lors, on ne parle que de sauver, de réveiller, de ressusciter, de revitaliser des langues « en danger » surtout qu'un grand nombre de locuteurs ne sont nullement encore conscients de ces faits. (Costa, 2013 : 08). C'est dire que l'UNESCO a joué un rôle déterminant dans la promotion des initiatives gouvernementales et internationales dans la lutte en faveur de la promotion des langues quelles qu'elles soient. L'organisation développe d'ailleurs le concept de « Langues en Danger » (LED). Elle propose un certain nombre de conditions suivantes pour qualifier une langue en situation de danger :

« Une langue est en danger quand elle est en voie d'extinction. Elle est mise en danger lorsque ses



Received: 15/01/2026 Accepted: 03/02/2026 Published: 10/03/2026

locuteurs cessent de la pratiquer, réservant son usage à des domaines de plus en plus restreints, et qu'elle ne se transmet plus de génération en génération. Autrement dit, il n'y a plus de nouveaux locuteurs, que ce soit chez les adultes ou les enfants ».

Une telle conception met en relief l'importance de la transmission intergénérationnelle des langues, la recherche constante de nouveaux locuteurs mais aussi l'expansion des domaines de définition de ces idiomes. Selon Bernard (1996 : 142) les estimations font état de ce que 97 % de la population mondiale parle 04 % des langues du monde et, inversement 96 % des langues du monde sont parlées par seulement 03 % de la population mondiale. On assimile les langues aux espèces en voie de disparition (Costa, 2013 : 09). L'UNESCO expose ces dangers liés à une hétérogénéité menacée sous l'influence des langues véhiculaires. Ces dernières, bien qu'ayant des milliers de locuteurs, ne sont plus généralement apprises par les enfants, ce qui fait que plus de 50 % d'entre elles perdent constamment des locuteurs. Selon Hagège (2000), il meurt une langue tous les quinze jours. La conséquence qui en découle est que 90 % d'entre elles pourraient être remplacées par des dominantes d'ici la fin du XXI^e siècle (UNESCO, 2003 : 04). L'autre dommage causée par la disparition de langues minoritaires est que les populations concernées risquent de perdre leurs identités, car la langue est un outil important de transmission d'identités culturelles et ethniques (Bernard, 1992 ; Hale, 1998). La mort d'une langue est donc une catastrophe pour l'humanité toute entière dans la mesure où cela entraîne véritablement une perte irrémédiable de connaissances uniques non seulement sur le plan culturel, mais encore historique et

environnemental (Bernard : 1992 ; Hale : 1998). Il faut dire que chaque langue témoigne à sa façon l'expérience humaine. Sa sauvegarde permet surtout de garantir des droits linguistiques, mais aussi de respecter les identités des groupes qui la parlent. D'autres facteurs à la fois internes et externes sont à l'origine des nombreuses menaces encourues par les langues. Il s'agit, d'abord pour les facteurs externes de la domination militaire, économique, religieuse, culturelle ou éducative. Les facteurs internes tournent notamment autour des représentations négatives que les communautés ont de leurs langues. Ces hommes et femmes abandonnent leurs idiomes pour un autre jugé plus valeureux, à la quête parfois d'une légitimité socio-économique. Pour mieux évaluer le niveau de vitalité des langues, l'UNESCO a identifié les neuf critères suivants : 1. Transmission intergénérationnelle de la langue ; 2. Nombre absolu de locuteurs ; 3. Taux de locuteurs sur l'ensemble de la population ; 4. Utilisation de la langue dans les différents domaines publics et privés ; 5. Réaction face aux nouveaux domaines et médias ; 6. Disponibilité de matériels d'apprentissage et d'enseignement des langues ; 7. Attitudes et politiques linguistiques au niveau du gouvernement et des institutions, usage et statut officiels ; 8. Attitudes des membres de la communauté vis à vis leur propre langue ; 9. Quantité et qualité de la documentation (cité par Biagui, 2023 : 131). L'organisation onusienne, engagée dans la préservation des valeurs linguistiques, identitaires et culturelles, entend aider les communautés scientifiques à disposer d'outils adéquats capables d'évaluer les situations des idiomes à travers ce modèle précité.



2. Diversité linguistique *vs* véhicularité urbaine

La ville est un lieu hautement symbolique d'un point de vue sociolinguistique. Elle constitue un lieu de convergence de populations issues de divers horizons, mais aussi le lieu par excellence de la rencontre. Elle attire des migrants à la recherche de meilleurs cadres d'existences. Au-delà de ses réalités à la fois physique, géographique, économique et sociale, elle joue un rôle déterminant dans les rapports sociaux d'une dimension linguistique. Selon Calvet (2004 : 13) « La sociolinguistique a en effet besoin du plurilinguisme, de la réalité des rapports quotidiens, de la coexistence et des conflits entre différentes communautés, du choc des langues et des représentations, en un mot de la communication réelle dont tous les constituants se trouvent en ville multipliés, densifiés, condensés ». La diversité linguistique constitue une valeur universelle dont la contribution à la cohésion des peuples n'est plus à démontrer. Sa promotion favorise efficacement le respect de la pluralité des langues, mais aussi le maintien de la paix. Dans plusieurs pays notamment africains, la diversité est consacrée par la Constitution. Selon un Ziguinchorois interrogé par Diatta (2020 : 196) : « Elle permet la cohabitation harmonieuse dans le cas où presque chacun parle la langue de l'autre. Elle est importante dans la pacification des relations interpersonnelles, car elle favorise la connaissance de soi et de l'autre, [...] permet de vivre en parfaite harmonie sociale où règle la tolérance et la cohabitation parfaite ». L'un des principaux fondamentaux qui ont prévalu à la création de l'UNESCO concerne la promotion de la diversité linguistique et culturelle dans le monde. L'organisation travaille dans ses programmes à promouvoir les langues comme instruments éducatif et

culturel, et puissant vecteur de la participation à la vie nationale (Noriko Aikawa : 2001). En référence à sa théorie du modèle *gravitationnel*, Calvet identifie deux types de diversité linguistique : l'une « horizontale » et l'autre « verticale ». La dimension horizontale concerne, selon lui, les rapports entre les principales langues de communication dans les organisations internationales alors que la « verticale » se réfère aux relations que ces langues entretiennent avec celles qui gravitent autour d'elles (Calvet, 2004/3 : 291). Il identifie ainsi trois facteurs à l'origine de la disparition des langues minoritaires : le poids des langues officielles, l'urbanisation ainsi que la tendance des locuteurs de langues minoritaires à céder face à la pression de celles dominantes et à ne plus transmettre à leurs enfants des langues qu'ils estiment inutiles (Opcit. 288). Le Sénégal, à l'instar des autres pays africains, se caractérise par une hétérogénéité linguistique. Plusieurs langues nationales vivent aux côtés du français, celle officielle mais aussi du wolof principal véhiculaire. Cependant, ces langues sénégalaises ne sont pas épargnées par la situation surtout sous l'influence de la mondialisation, de l'urbanisation galopante, des mobilités, etc. Elles qui étaient les principaux supports de la transmission des valeurs en famille y sont de plus en plus reléguées au second plan. La coexistence de plusieurs langues dans un espace commun, associée à la nécessité de communiquer entraîne « des conflits entre les langues en présence, dus aux diverses et différentes fonctions qu'elles remplissent dans la communication » (Somma, 2023 : 68). Les enfants acquièrent les langues véhiculaires qui finissent par devenir pour celles premières. Somma (Ibid: 69) rappelle d'ailleurs : « En milieu urbain, ce sont surtout les minorités ethnolinguistiques qui ont de plus en plus tendance à abandonner leur langue maternelle au



Received: 15/01/2026 Accepted: 03/02/2026 Published: 10/03/2026

profit d'autres ». L'urbanisation d'une ville a une influence considérable sur les pratiques et les habitudes socioculturelles de ses habitants (Ibid.). Cette diversité linguistique est donc menacée. Il urge de décrire ces langues avant leur disparition. (Sylvie Voisin, 2017 : 39). Dans les familles diolas installées à Dakar, nous avons constaté que le diola ne joue presque plus son rôle de vernacularisation. Cet espace premier de socialisation fait face à une wolofisation accentuée par les représentations linguistiques dont fait l'objet la langue véhiculaire de la part des enfants (Diatta : 2025). Les parents tentent d'imposer le diola à leurs enfants qui eux développent des stratégies de contournement de ce forçage linguistique. C'est donc reconnaître avec Calvet l'impact des langues véhiculaires comme le wolof sur la diversité linguistique dans les espaces urbains. A Ziguinchor comme à Dakar, la situation reste préoccupante. Si rien n'est fait, certaines langues risquent de disparaître faute de véritables politiques de promotion de la diversité linguistique tant au niveau institutionnel que surtout communautaire.

3. Quelle stratégie revitalisation des langues minoritaires au Sénégal ?

De tout le temps, les langues n'ont cessé de se remplacer les unes les autres, de « mourir » et de « naître ». Cependant, ce qui est inquiétant aujourd'hui c'est le nombre important de celles qui sont menacées, mais aussi le fait que ces disparitions ne soient pas compensées par des apparitions d'autres. La mort d'une langue constitue une catastrophe surtout qu'elle a un impact sur l'identité du peuple qui la parle. C'est la raison pour laquelle les ONGs, les gouvernements, les communautés scientifiques ainsi que les peuples à la base

sont interpellés afin que leurs actions soient mutualisées. C'est dans cette dynamique de mutualisation des efforts que l'humanité arrivera à préserver une multitude de langues en danger. Cependant, l'Unesco (2003 : 24) alerte sur le fait que quelles que soient les mesures prises, il faudra que l'on attribue un rôle significatif à ces langues minoritaires au sein des sociétés en fonction des nécessités et réalités locales. Au Sénégal, l'État joue sa partition dans la valorisation des langues. Nous pouvons citer entre autres la mise au temps du règne du Président Abdoulaye Wade d'un ministère consacrée aux langues nationales, mais aussi la création de la direction en charge de l'alphabétisation et des langues nationales. L'université à travers notamment le Centre de Linguistique Appliquée de Dakar (CLAD) a également joué un rôle majeur dans la codification de certaines langues. La « Stratégie nationale de développement 2025-2029 » élaborée par le gouvernement du Président Bassirou Diomaye Faye ambitionne de travailler à la valorisation des langues nationales (2025 : 90) à travers la promotion de l'alphabétisation des jeunes et des adultes dans les langues nationales. Nous pensons que pour revitaliser ces langues dont la plupart sont en danger, il faudrait la conjugaison des efforts à la fois des populations, de la communauté scientifique et de l'État émetteur des politiques publiques. La revalorisation des langues surtout minoritaires interpelle également les acteurs de la recherche, surtout les linguistes, sociolinguistes, anthropologues, etc. Leurs contributions sont attendues dans la codification, la production de manuels pédagogiques, mais aussi la vulgarisation des savoirs. Ces acteurs incontournables peuvent soutenir les politiques à travers la documentation des langues en danger. Ces initiatives se feront avec



Received: 15/01/2026 Accepted: 03/02/2026 Published: 10/03/2026

principalement le soutien de l'État du Sénégal. Il s'agit notamment de la préservation de la diversité linguistique, du financement des activités de recherche-actions, de l'élaboration et la mise en œuvre de politiques de valorisation, de l'introduction des langues à l'école, etc. Kouadio (2021 : 176) identifie trois stratégies efficaces de sauvegarde des deux langues en danger. Selon lui il s'agit de la pédagogie de scolarisation classique pour les enfants de 6 à 14 ans ; l'alphabétisation pour les personnes adultes lettrées ou pas en français ; l'usage des TIC et des réseaux sociaux par les personnes de tout âge ayant déjà une connaissance peu ou prou de la langue française ».

Cependant, dans le cadre de notre travail, nous reconnaissons certes l'efficacité de ces stratégies et méthodes, mais nous allons nous focaliser sur la contribution des communautés linguistiques. Nous pensons qu'une véritable politique de valorisation des langues en danger doit prendre en considération les communautés ethniques parlant ces idiomes. La langue étant un support de véhicule de valeurs historiques et culturelles mais aussi de savoirs endogènes, les populations doivent se battre pour maintenir sa vitalité, car elles seraient les plus grands perdants en cas de non transmission intergénérationnelle ou de disparition. A Dakar, la stratégie qu'utilisent certains chefs de familles soucieux de la transmission du diola à leur enfant consiste soit à envoyer ces derniers aux villages pendant les grandes vacances scolaires. C'est une sorte d'immersion dans un environnement rural où pratiquement le seul support de communication reste la langue identitaire. Conscients qu'à Dakar il serait difficile d'imposer le diola face à la pénétration du wolof dans l'espace familial et des représentations, les

parents privilégient la politique douce à la place d'un « forçage linguistique » (Diatta : 2025). L'autre stratégie d'immersion, consiste également à pousser les enfants à participer régulièrement aux activités des associations villageoises à Dakar. Là aussi, le seul support d'échange reste la langue identitaire et quiconque ne le maîtrise pas risque d'être un étranger dans sa propre communauté. L'objectif est de mettre constamment les enfants en contact permanent avec le diola, car comme nous l'avons montré ci-dessus, le premier critère d'évaluation du niveau de vitalité d'une langue selon l'UNESCO reste sa transmission intergénérationnelle (Biagui, 2023 : 131). Ces initiatives familiales visent, entre autres, à promouvoir une « réapprentissage par une génération plus jeune d'une langue seulement parlée par une population vieillissante » (Costa, 2010 : 56). Ainsi pour Fishman (1991), le renversement de la substitution linguistique, c'est-à-dire la revalorisation ne peut avoir de réelles chances du succès que lorsque la transmission familiale a repris.

Par ailleurs, d'autres stratégies innovantes sont développées par les communautés ethniques en vue de la valorisation des langues en danger. Nous pouvons citer le cas du *mankagne*, langue parlée au Sud du Sénégal et en Guinée-Bissau. Face à la pression des autres idiomes qui ont causé son recul dans la pratique, les populations ont mis en place une association identitaire dénommée *Pkumel*¹ (Ndecky, 2011 : 51). Créée en 1993 à Ziguinchor et dont les cellules sont implantées dans les départements de la Casamance naturelle, à Dakar, en Guinée-Bissau, en Gambie, etc. *Pkumel* vise à

¹est le nom donné à ce piquet qui, planté au milieu de la case, sert de support à la toiture. Nom attribué à cette association regroupant tous les Mancagnes, *Pkumel* se veut un cadre d'échange, un fleuve aux eaux jaillissantes et où tout Mancagne peut aller s'abreuver.



Received: 15/01/2026 Accepted: 03/02/2026 Published: 10/03/2026

promouvoir la culture et la langue mancagne. Pour son ancien président Dominique Campal : « [...] Pkumel s'est rendu compte qu'il fallait parvenir à écrire la langue mancagne pour non seulement éviter qu'elle ne disparaisse comme d'autres l'ont été dans l'histoire mais aussi et surtout parvenir à mettre sous une forme écrite et accessible à tous les mancagnes [...] » (*OpCit.* : 52). Ainsi, dans ce vaste travail de revalorisation de la langue, les communautés ont un rôle central à jouer en étant elles-mêmes les gardiens de leurs valeurs sociales et culturelles sans lesquelles il n'y a pas d'identité. Dans ce cas, les supports de communication telles que les radios communautaires doivent être régulièrement mises en contribution à travers des émissions interactives. C'est dans ce cadre que l'association Pkumel a mis en place en 2007 une radio dénommée *Pkumel FM* à Goudomp dans la région de Sédhiou, au Sud du Sénégal. La plupart de ses émissions sont en mancagne et émet sur un rayon de 170km. Pkumel FM contribue efficacement à la diffusion de la langue et de la culture. Les technologies de l'information et de communication avec notamment les groupes whatSapp peuvent être également des canaux non négligeables et adaptés à la politique de valorisation des patrimoines linguistiques. En Côte d'Ivoire des initiatives privées d'internautes ont fait leurs preuves par rapport à la revalorisation des langues minoritaires notamment l'abron. C'est le cas du réseau social *Facebook* où un groupe dénommé « Les ethnies de la Côte d'Ivoire et d'Afrique » qui travaille dans ce sens. D'ailleurs selon Kouadio (2021 : 173) d'autres supports vidéos sont mises en ligne sur une page YouTube intitulée « Les Trésors du Monde : Apprenons nos langues *La langue abron* » (*Ibid.*). La revalorisation ne saurait donc porter

du fruit si les mouvements communautaires ne se mobilisent pas en faveur d'une politique familiale de « renversement de la substitution linguistique » (Fishman : 1991). Les communautés de langues minoritaires doivent comprendre leur rôle dans la protection de leur idiome, car si la langue constitue une valeur, il faut accepter d'en payer le prix pour la protéger. Leur responsabilité commune est de d'assurer que leur langue ne meure et qu'elle soit sauvegardée et transmise aux générations futures (Somma, 2023 : 76).

Conclusion

Actuellement les chercheurs, les linguistes, les ONGs, les anthropologues, etc. sont unanimes : il est plus qu'urgent de travailler en faveur de la sauvegarde des langues surtout celles minoritaires. Sauver les langues d'une disparition c'est non seulement promouvoir la diversité linguistique, essentielle à la vie sur terre, mais aussi comprendre que les langues renvoient à l'histoire et à l'identité d'un groupe donné et surtout appréhender qu'elles contribuent au savoir total de l'humanité (Crystal : 2000). Malheureusement, les véhiculaires, l'urbanisation, les mobilités, la mondialisation, etc. ont un impact sur la vitalité des langues minoritaires. Au Sénégal, notamment à Ziguinchor, le wolof est en train d'impacter négativement sur le développement des langues minoritaires. Il pénètre même l'espace familial pourtant réservé à ces idiomes. Les États développent certes des politiques, les chercheurs travaillent sur la codification, les ONGs accompagnent ces processus, mais l'urgence c'est un engagement communautaire dans la revitalisation de ces supports de communication. Dans cet article, nous avons



Received: 15/01/2026 Accepted: 03/02/2026 Published: 10/03/2026

relevé des initiatives tendant à pallier ces manquements. Au niveau familial des stratégies de promotion des langues identitaires sont développées. Les associations également participent à l'effort de guerre. Les technologies de la communication servent également de supports de diffusion des langues locales. Face à la force situation, nous pensons qu'une mutualisation des efforts entre les pouvoirs publics et les acteurs communautaires à la base seraient d'un grand apport dans la lutte en faveur de la survie de langues en danger grâce à une synergie d'actions. Aujourd'hui avec la montée en puissance de l'intelligence artificielle, l'heure est à la réflexion, à la recherche de nouvelles stratégies pour que nos langues occupent une place de choix dans ces outils.

Bibliographie

- AIKAWA Noriko (2001), « Programme de l'UNESCO sur les langues », *Conférence Handbook on Endangered Languages of the Pacific Rim*, p. 13-24, Osaka: Endangered Languages of the Pacific Rim Project. Histoire Épistémologie Langage.
- BERNARD H. Russell (1996), *Language Preservation and Publishing, in Indigenous Literacies in the Americas: Language Planning from the Bottom up*, Berlin : Mouton de Gruyter, Ed. Nancy H. Hornberger, p. 139-156,
- BIAGUI Noël Bernard (2023), « Le créole casamançais : vitalité et conscience linguistique », *Ziglôbitha*, Université Peleforo Gon Coulibaly, Côte d'Ivoire, n°07, pp.123-142.

- CALVET Louis-Jean (2002), « La sociolinguistique et la ville : hasard ou nécessité ? », *Marges Linguistiques* Numéro 3.
- COSTA James (2013), « Enjeux sociaux de la revitalisation linguistique », Dans *Langage et société* 2013/3 N° 145, pages 7 à 14.
-(2010), *Revitalisation linguistique : Discours, mythes et idéologies. Approche critique de mouvements de revitalisation en Provence et en Écosse*, Thèse de doctorat sous la direction de M. Matthey, Université de Grenoble.
- DIATTA Jean Sibadioumeg (2020), « Quelle contribution du plurilinguisme à la stabilité sociale en Casamance ? », Dans *Revue du GRADIS*, N° 004, pp.62-79.
- (2021), « Norme linguistique et dualité français/wolof à Ziguinchor: quand les pratiques des étudiants révèlent une guerre de positionnement par procuration », In *Les cahiers de L'ACAREF*, Vol. 3/N°6, pp.72-88.
-(2025), « Construction identitaire et résistance à la wolofisation en milieu familial diola à Dakar : enjeux et manifestations », In *Graphies Francophones*, numéro 008.
- FISHMAN Joshua A. (1991), « Reversing Language Shift: Theoretical and Empirical Foundations of Assistance to Threatened Languages », *Multilingual Matters*.
- HARRISON, K. D. (2007), *When Languages Die: The Extinction of the World's Languages and the Erosion of Human Knowledge*, Oxford and New York: Oxford University Press.
- HAGEGE C. (2000), « Halte à la mort des langues, Paris, Odile Jacob. Hale, Ken 1998 On endangered languages and the importance of linguistic diversity », In *Endangered*



Received: 15/01/2026 Accepted: 03/02/2026 Published: 10/03/2026

Languages; Language Loss and Community Response, ed. De Lenore A.

- KOUADIO Pierre Adou Kouakou (2021), « Analyse comparative des stratégies de sauvegarde des langues en danger de Côte d'Ivoire : cas des langues abron et éotilé *Ziglôbitha*, *Revue des Arts, Linguistique, Littérature & Civilisations* Éditeur, Université Peleforo Gon Coulibaly – Côte d'Ivoire RA2LC Spécial n°02, 167-176.
- NAPON Abou (2000), « L'impact de la modernisation des quartiers sur la configuration sociolinguistique de la ville Ouagadougou », *In A sociolinguistic perspective, coexistence of languages in West Africa*, D.D. Kuupole, 114-123.
- NDECKY Albinou (2011), « Pratiques et représentations des parlars mancagnes de Goudomp (SENEGAL) », Thèse de Doctorat 3ième Cycle de l'Université de Picardie Jules Verne d'Amiens.
- SOMMA Lallé (2023), « Survie des langues vernaculaires en milieu urbain : cas du joore dans la ville de Ouagadougou », *Ziglôbitha, Revue des Arts, Linguistique, Littérature & Civilisations*, Université Peleforo Gon Coulibaly, Côte d'Ivoire, n°06 volume 2, pp.67-76.
- UNESCO (2003), *Vitalité et disparition des langues. groupe d'experts spécial de l'UNESCO sur les langues en danger*.
- VOISIN, Sylvie (2017), « Afrique, langues en danger et diversité linguistique » 39/1 (2017), p. 37-59, SHESL/EDP Sciences.